

**AFRICAN UNION**

**الاتحاد الأفريقي**



**UNION AFRICAINE  
UNIÃO AFRICANA**

---

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: 517 700 Fax: 517844

---

**AU-RECS/CC 5c**

**Relations UA-CER**

**Comité des Coordination**

**Troisième réunion**

**26 janvier 2005**

**Abuja, Nigéria**

**LA TROISIEME CONFERENCE INTERNATIONALE DE TOKYO  
SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (TICAD III)**

**TOKYO (JAPAN), 29 SEPTEMBER – 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2003**

**(Pour information)**

## **Introduction**

La TICAD III a eu lieu à Tokyo (Japon) du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2003. Comme en 1993 (TICAD I) et en 1998 (TICAD II), les messages ont été lus et sagement écoutés. Cette troisième grande messe a tenu toutes ses promesses tant du côté des offreurs du développement (le Japon, ses partenaires au sein du G8 et les institutions financières internationales), que du côté des demandeurs du développement (les pays africains). Aussi, s'est-elle particulièrement articulée sur le thème : « **la réduction de la pauvreté par la relance de la croissance économique** ». Les pays riches tout comme les pays africains ont, à travers les messages qui ont été lus, fait le diagnostic de la mise en œuvre de l'initiative TICAD et ont ouvert de pistes nouvelles, sur la base de leurs croyances respectives, pour une TICAD efficace et dynamique dans le temps et pour une coopération exemplaire entre l'Afrique et l'Asie. Les développements qui vont suivre se structureront essentiellement autour des contenus des messages des offreurs et des demandeurs du développement, et de la participation de la Commission de l'UA aux travaux en Commission.

### **I. Le Japon, ses partenaires au sein du G8 et les institutions financières internationales**

#### *1. Le message du Premier Ministre du Japon*

De prime abord, le Premier Ministre du pays hôte a fait le bilan de la coopération entre son pays et l'Afrique en soulignant l'importance de l'effectif des africains bénéficiant de stages au Japon (plus de 20.000), et des experts japonais en Afrique (environ 7000). Ensuite, il a insisté sur l'extrême nécessité de créer la croissance économique afin de réduire ou d'éradiquer la pauvreté. Sans une croissance économique forte, la pauvreté et la misère continueront à constituer le lot quotidien des populations africaines. Pour donc aider l'Afrique à relancer sa croissance économique, voire à développer ses richesses, le Premier Ministre japonais a mis en relief les actions suivantes :

- faire partager l'expérience nipponne dans les domaines de l'industrie et du commerce;
- encourager les entreprises japonaises à investir davantage en Afrique;

- aider à l'allègement ou à l'extinction de la dette extérieure de l'Afrique à travers un soutien appréciable à l'initiative PPTE;
- contribuer à la consolidation de la paix, regardée comme le fondement essentiel de tout processus de développement;
- développer un dialogue plus ouvert avec ses partenaires africains;
- promouvoir l'« ownership » et le partenariat, perçus comme la condition première du succès de l'initiative NEPAD. A propos du NEPAD, le Premier Ministre du Japon a souligné le fait que l'Afrique doit tout mettre en œuvre pour traduire dans la réalité la vision qu'elle s'est donnée.

## *2. Le message de la France*

Dans le message qu'il a fait parvenir à la TICAD III, le Président Chirac a révélé qu'il n'y aura pas de mondialisation réussie sans le développement de l'Afrique. L'Afrique demeure le continent le plus éloigné de la réalisation des objectifs du millénaire. Le développement, a-t-il indiqué, passe par l'instauration et le renforcement de la confiance qui à son tour, est à l'origine de l'accroissement des investissements directs étrangers. Dès lors, il a invité à promouvoir davantage le mécanisme d'évaluation par les pairs. Pour appuyer les efforts de l'Afrique, le Président Chirac propose, entre autres, :

- l'accroissement de la contribution de son pays au Fonds mondial contre le VIH/SIDA et les autres maladies infectieuses;
- le développement des mécanismes de prélèvement de solidarité sur les énormes profits issus de la mondialisation;
- l'adoption d'un moratoire sur les subventions agricoles.

## *3. Le message des USA*

Pour le Président George Bush, l'Afrique reste le seul continent où la pauvreté progresse quotidiennement. Pour donc endiguer la progression de la pauvreté et de la misère, l'on doit adopter les vertus de l'économie de marché, gage sûr pour l'obtention d'une croissance forte et durable.

#### 4. *La Belgique*

La Belgique a salué l'avènement du NEPAD, ainsi que son mécanisme d'évaluation par les pairs. Pour la Belgique, la paix, le développement et la démocratie forment un triangle interactif. Le NEPAD est un pari qui peut être gagné dans un élan de sérieux et de respect mutuels.

#### 5. *L'Irlande*

Ce pays a mis en exergue les relations qui existent entre l'Union africaine, le NEPAD et le *Peer Review Mechanism*. Pour l'Irlande, le principal financement du NEPAD doit provenir de l'Afrique ; la participation des partenaires ne doit être qu'un complément.

#### 6. *La Russie*

Pour ce pays, le NEPAD est l'expression de la volonté politique de l'Afrique à s'approprier son destin, voire son processus de développement économique et social.

#### 7. *La Banque mondiale*

Pour le représentant de la Banque mondiale, co-organisatrice de la TICAD III, le développement vient de l'intérieur et non de l'extérieur. En d'autres termes, le développement est d'abord endogène avant d'être exogène. Il a invité les principaux bailleurs de fonds à coordonner et harmoniser davantage leurs efforts pour une plus grande efficacité de leurs actions destinées à l'Afrique. Aussi, a-t-il souligné que le NEPAD constitue d'une part, un pacte entre les gouvernants et leurs peuples, et d'autre part, un pacte entre l'Afrique et la Communauté internationale. Le mécanisme d'évaluation par les pairs (*Peer Review Mechanism*) constitue, selon lui, la marque de la crédibilité du NEPAD. Par conséquent, il a invité les pays africains à promouvoir ce mécanisme et à renforcer leur coopération pour le bien-être de leurs populations. La Banque mondiale se propose, entre autres, de :

- réorienter ses activités pour soutenir la mise en oeuvre du NEPAD ;
- appuyer les activités liées à la gouvernance, aux opérations post-conflit, aux investissements dans les hommes (l'enseignement, la santé, ...)
- accélérer les investissements dans le secteur privé en encourageant les investissements dans les PME ;
- lutter contre la pauvreté ;
- soutenir les CER à travers le financement des projets communautaires.

#### *8. Le CAD & l'OCDE*

Ici, il a été question de la nécessité pour les pays de l'OCDE d'être plus cohérents dans leurs politiques agricoles. Les pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, ont promis de revisiter, en vue d'un éventuel ajustement, leurs politiques agricoles, d'aide au développement, ..., afin de soutenir l'Afrique dans la mise en œuvre du NEPAD.

#### *9. Les Nations-Unies*

Pour les Nations-Unies, le NEPAD doit reposer sur deux piliers fondamentaux : l'« ownership » et le partenariat. Pour le représentant des Nations-Unies, les échecs antérieurs, en matière de développement économique, se justifient essentiellement par la non appropriation par l'Afrique de ses stratégies de développement. Le développement de l'Afrique doit être perçu comme un point important de l'ordre du jour mondial. Le développement de l'Afrique, a-t-il poursuivi, doit d'abord être l'affaire des dirigeants africains, avant d'être celle de la communauté internationale. Par ailleurs, il a souligné que la TICAD doit être en parfaite harmonie avec les objectifs du millénaire en contribuant, de manière substantielle, au financement des programmes contre les endémies et les pandémies.

## II. Les demandeurs du développement : les pays africains

### 1. *Le Président de l'Union africaine*

Pour le Président du Mozambique, S.E. J. Chissano, Président en exercice de l'Union africaine, le NEPAD, constitue **la vision politique du développement de notre continent**. Il s'est réjoui du fait que le programme majeur de l'Union africaine qu'est le NEPAD ait été retenu comme le thème principal de la TICAD III. Il a insisté sur l'urgence qu'il y a de mobiliser les ressources nationales et étrangères pour accélérer la mise en œuvre du NEPAD. En d'autres termes, il a souligné l'urgente nécessité d'activer les mécanismes de prise en mains par nous-même.

Par ailleurs, le Président Chissano a présenté l'intérêt de l'établissement de mécanismes de suivi dans lesquels la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat du NEPAD joueraient un rôle central. Une telle disposition revêt l'avantage de conférer une plus grande visibilité dans la mise en œuvre de l'initiative TICAD. De même, il a insisté sur la nécessité de mobiliser des ressources supplémentaires pour financer le programme d'action du NEPAD sur l'environnement.

### 2. *L'Ethiopie*

Le Premier Ministre éthiopien a d'abord rappelé que d'après le PNUD, un taux de croissance annuel du PIB de 7 à 8% est nécessaire pour atteindre les objectifs de 2015 visant à la réduction de la pauvreté. Pour Ato Meles Zenawi, la pauvreté n'est pas une fatalité. Ce qui manque, c'est la volonté politique pour atteindre cet objectif de 2015. Pour lui, si les ressources financières sont importantes, celles-ci ne constituent qu'une partie de l'équation. Ainsi, il suggère qu'en plus de ces ressources, il est urgent de mettre en place des institutions viables et crédibles dans leur fonctionnement. Enfin, il a souhaité que la TICAD III soutienne le NEPAD, que le secteur privé soit développé et diversifié et que le *Peer Review Mechanism* soit une réalité.

### 3. *L'Afrique du Sud*

Le Président Thabo Mbeki faisant le bilan de la TICAD a invité celle-ci à intégrer dans ses programmes la problématique de la sécurité humaine. La TICAD, a-t-il révélé, a fait inscrire le développement de l'Afrique à l'ordre du jour de la Communauté internationale. De même, il a souligné le rôle de la TICAD dans l'avènement en Afrique des concepts majeurs comme le partenariat et l'appropriation. Aussi, a-t-il souligné la nécessité d'approfondir davantage la coopération Afro-Asie dans un élan d'un partenariat actif et riche, et fondé sur la confiance mutuelle. Le Japon a-t-il conclu, n'a pas de proximité géographique avec l'Afrique ; cependant, il joue un rôle déterminant dans le développement du continent. Il a dès lors invité le Japon et l'Asie à accroître leurs investissements en Afrique. De même, il a indiqué la nécessité de la mise en place d'un mécanisme de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation des actions du Japon en direction de l'Afrique.

### 4. *Le Nigeria*

Le Président Olusegun Obasanjo a particulièrement mis en lumière les développements récents dans le processus de mise en oeuvre du NEPAD. Il a surtout souligné le fait que **le NEPAD est un programme de l'Union africaine visant à promouvoir la paix et à accélérer le processus de l'intégration**. En outre, il a mis en relief le rôle déterminant que doivent jouer les CER dans la mise en oeuvre du NEPAD. Par ailleurs, il a situé le niveau d'évolution de la mise en oeuvre du *Peer Review Mechanism* dont l'avènement remonte à mars 2003. Il a souligné la volonté du Nigeria à se soumettre, à ce mécanisme. De même, il a indiqué que le NEPAD coopère activement avec la BAD pour la mise en oeuvre du Plan d'action du NEPAD sur les infrastructures. Des progrès notables sont accomplis avec la FAO pour l'élaboration d'un programme complet sur l'agriculture. Pour conclure, il a indiqué que le NEPAD constitue la plate-forme pour soutenir le développement de l'Afrique.

### 5. *Le Sénégal*

Pour le Président WADE, le NEPAD représente la nouvelle vision africaine pour le développement économique et social. Le NEPAD, at-il ajouté se fonde sur

trois piliers fondamentaux : **le secteur privé, la bonne gouvernance privée et publique** , et **la région, comme espace de mise en œuvre**. Enfin, le Président WADE a proposé la tenue d'un Sommet extraordinaire sur les initiatives en faveur de l'Afrique. L'Union africaine, a-t-il conclu, doit être le canal principal par lequel doit passer toutes les initiatives en faveur de l'Afrique.

#### *6. L'Erythrée*

Le Président Afeworki a particulièrement insisté sur l'urgence d'accroître les capacités institutionnelles susceptibles de garantir une croissance économique forte. Pour le Président érythréen, l'aide internationale ne peut être le moteur du développement, bien qu'elle soit utile à court terme.

#### *7. Le Malawi*

Pour le Président du Malawi, la démocratie sans un développement économique durable n'a pas de sens. Il faut donc un développement économique durable pour soutenir la démocratie. Par ailleurs, il a souligné le fait que les pays pauvres ne demandent pas la charité ; tout ce qu'ils demandent, c'est l'ouverture des marchés, c'est la suppression des obstacles commerciaux. Le cercle vicieux de la pauvreté s'apparente de plus en plus à de l'esclavage. La TICAD doit donc aider à éradiquer la pauvreté.

#### *8. La Tanzanie*

Pour le Président tanzanien, le concept clé de la TICAD III est la sécurité humaine. Il a invité à avoir une vision nationale (identifier le type de société voulu) afin de venir à bout de la pauvreté, et à promouvoir la démocratie. Il a conclu en indiquant qu'un plan Marshall est nécessaire pour l'Afrique.

### **III. Les travaux en Commission**

Plusieurs Commissions ont été établies pour examiner les principales questions inscrites à l'ordre du jour de la TICAD III. La Commission de l'Union africaine a été invitée à prendre part aux travaux des Commissions portant sur les thèmes suivants : consolidation de la paix, la sécurité et la stabilité ; le développement de l'agriculture, et le développement du secteur privé.

**a) La consolidation de la paix, la sécurité et la stabilité**

Cette problématique extrêmement importante a été débattue sous la co-présidence de :

- S.E. M. Alpha Oumar Konaré, Président de la Commission de l'Union africaine et de l'Ambassadeur Ibrahim Gambari, Conseiller spécial sur l'Afrique et SSG de l'ONU.
- Le Président de la Commission de l'Union africaine s'est appesanti sur la paix, la sécurité et la stabilité, tandis que l'Ambassadeur Gambari a axé son intervention sur la consolidation de la paix.

**b) La paix, la sécurité et la stabilité**

Dans son exposé, le Président de la Commission de l'Union africaine a d'abord souligné le fait que la paix, la sécurité et la stabilité constituent les défis les plus importants auxquels notre continent doit faire face en ce début du millénaire en cours. Et pour cause, les conflits, l'insécurité et l'instabilité annihilent tous les efforts entrepris pour soustraire l'Afrique du cul-de-sac de la pauvreté et de la misère et contribuent à la marginaliser davantage de la mondialisation. Dès lors, les vertus de la paix, de la stabilité et de la sécurité doivent être développées tant au niveau des communautés économiques régionales (CER) qu'à l'échelle continentale.

Aussi, le Président de la Commission de l'Union africaine a-t-il insisté sur l'urgence à dynamiser le conseil de paix et de sécurité qui est un instrument précieux de prévention des conflits du fait de la philosophie et des objectifs qui le fondent et de sa dotation d'un groupe de sages qui contribuent à favoriser la mise en œuvre de son mandat.

Par ailleurs, le Président Alpha Oumar Konare a mis en relief plusieurs pistes pouvant concourir à l'avènement d'une paix durable en Afrique. Ainsi, a-t-il insisté sur la nécessité de :

- l'instauration d'un système continental d'alerte rapide et d'une force africaine en « stand by » et susceptible d'être mobilisé à tout moment, en cas de besoin ;

- renforcer les capacités régionales de prévention et de gestion des conflits ;
- la mise en place d'un fonds africain pour la paix, essentiellement alimenté par les pays africains et les partenaires au développement de l'Afrique ;
- considérer désormais le financement des actions en faveur de la paix, comme faisant partie du volume du financement international du développement ;
- lutter avec une extrême énergie contre la prolifération des armes légères.

Le Président de la Commission de l'Union africaine a en outre suggéré que les cinq (5) régions de l'Afrique soient dotées de mécanismes de prévention et de gestion des conflits, coordonnés dans leur fonctionnement par l'Union africaine.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, le Président de la Commission a indiqué que désormais celle-ci participe de la prévention des conflits. Il a en outre souligné la nécessité de la mise en œuvre effective des conventions déjà existantes au niveau de la Commission de l'Union africaine. De même, il a mis en exergue la lutte contre le mercenariat, et contre l'impunité de tout genre. Aussi, a-t-il indiqué l'urgence à opérer des préventions directes et des préventions structurelles, comme la bonne gouvernance, la promotion de la démocratie, etc.

Le Président de la Commission de l'Union africaine a, par ailleurs, lancé un appel pressant à un examen de proximité des origines des conflits en Afrique. Généralement, souligne-t-il, ces conflits sont initialement générés par des facteurs structurels d'ordre politique et économique (la mal gouvernance politique et économique) ; avant de revêtir par la suite, des aspects religieux, ethniques et tribaux. Dans une telle mouvance, il a été invité à un examen minutieux des problèmes de frontières, et à une organisation plus transparente et plus libre des élections en Afrique.

Pour conclure, le Président de la Commission a insisté sur la nécessité et l'urgence de la mise en place, au niveau continental d'un système d'alerte devant

s'appuyer, au niveau régional ; sur des centres d'études stratégiques et prospectives. L'Afrique, a-t-il insisté, doit être une zone ou un espace sans armes nucléaires. La société civile africaine doit s'épanouir pour constituer un mouvement populaire en faveur de la paix et contribuer ainsi à la prévention des conflits.

### **c) Les conditions de consolidation de la paix**

Dans son exposé, l'Ambassadeur Ibrahim GAMBARI a particulièrement insisté sur la gestion des périodes post-conflits. L'Afrique ne pourra atteindre les objectifs du millénaire que lorsqu'elle viendra à bout de nombreux conflits de nature diverse qui l'assaillent. Ainsi, a-t-il mis en lumière les conséquences de la prolifération des mines, et des importations massives des armes sur le niveau de développement des zones en conflit.

Pour une consolidation effective et durable de la paix, l'Ambassadeur Gambari a mis en exergue un certain nombre de conditions à remplir, à savoir :

- le respect des accords de paix ;
- la reconstruction des institutions qui recueillent le consensus ;
- la prise en compte, dans les textes visant à la paix, des préoccupations des groupes les plus vulnérables, et celles des minorités ;
- la mise en place d'un environnement qui intègre tous les ingrédients d'une paix durable ;
- l'adoption des politiques économiques créatrices de croissance et d'emplois (car il y a une forte corrélation entre le chômage et la prolifération des armes légères, entre le chômage et l'enrôlement facile des jeunes dans les rébellions). L'Afrique doit veiller à la mise en œuvre de toutes ces dispositions avec l'assistance de la communauté internationale, particulièrement dans le désarmement, la réinsertion et la réhabilitation.

Les exposés des co-présidents ont été à l'origine de contributions enrichissantes de l'auditoire au nombre desquelles figurent principalement celles des communautés économiques régionales (qui ont mis en lumière leurs

expériences respectives en matière de paix), celles des pays partenaires comme l'Allemagne, la France, celles des personnalités de renommée mondiale comme Mme Ogata et celles des pays sortis de la guerre (Sierra Leone, République du Congo) et des pays en voie de sortir de la guerre (la RDC).

En conclusion, l'Ambassadeur GAMBARI a insisté sur le fait que la paix est un processus qui commence par la prévention. Par conséquent, la prévention mérite qu'une grande attention lui soit accordée. Car, si l'Afrique est relativement performante dans les opérations de maintien de la paix, elle est encore décevante dans les activités de prévention des conflits.

Le Président de la Commission de l'Union africaine a, pour sa part, indiqué que la recherche de la paix doit constituer la volonté collective de toutes les filles et de tous les fils de l'Afrique. Dès lors, le fonds pour la paix doit rester une préoccupation majeure dont la mise en œuvre doit bénéficier du soutien de la communauté internationale.

## **2. Le Développement du secteur privé**

La participation de la Commission aux débats engagés sur cette importante question réside dans ce qui suit. Le développement du secteur privé remonte au début des années 80, période du lancement des programmes d'ajustement structurel (PAS) initiés par les institutions de Bretton Woods afin d'aider les pays africains à s'extraire du cul-de-sac de la pauvreté et de la misère. La problématique du développement du secteur privé n'est donc pas fraîche en date. Les solutions sont donc connues depuis belle lurette. Aussi, ont-elles été au cœur des discussions dans plusieurs instances internationales et nationales, pendant près de deux décennies, au cours des séminaires, d'ateliers, et de colloques. Après avoir fait ressortir cette dimension de la question, la Commission a invité les africains à prendre leur responsabilité. Quelle que soit la volonté de nos partenaires, ceux-ci ne vont jamais se substituer aux africains dans la promotion du secteur privé africain. Les pouvoirs publics africains, a ajouté la Commission, ont un rôle prépondérant à jouer dans l'épanouissement du secteur privé à travers des actions à la fois structurelles et conjoncturelles. L'Afrique, a souligné la Commission doit développer une culture industrialisante qui pousse à courir des risques industriels

dans les activités dont les effets induits sont importants sur le reste de l'économie. Le secteur privé africain est à construire, à développer et à diversifier. Les Etats africains doivent constituer la locomotive d'une telle opération.

### **3. Le développement de l'agriculture**

Ici, après avoir mis en lumière les principales caractéristiques de l'agriculture africaine, et situé le rôle dévolu au secteur agricole dans le processus de développement économique, la Commission de l'Union africaine a insisté sur la nécessité, en Afrique, de développer l'agro-industrie. Car, l'agriculture ne peut se développer et jouer son rôle sans qu'elle ne s'appuie, en aval, sur des unités industrielles chargées de la transformation. L'interaction sectorielle entre l'agriculture et l'industrie est extrêmement importante dans toute stratégie de développement économique. Ici encore, les pouvoirs publics africains ont un rôle majeur à jouer.

### **Conclusion**

La TICAD III a pris fin dans une ambiance bon enfant sans déboucher sur un engagement additionnel des pays riches à l'égard de l'Afrique. La Troisième TICAD en consacrant le NEPAD comme le programme principal de l'Afrique visant à éradiquer la pauvreté à travers la création d'une croissance économique forte et durable, a confirmé l'approche de développement fondé essentiellement sur le « ownership » et le partenariat. A travers ces deux concepts qui semblent désormais guider les pays riches dans leurs interventions en Afrique, les dirigeants africains ont été placés devant leur responsabilité. Ils ont été invités à concevoir et à percevoir le développement comme un processus venant d'abord de l'intérieur avant de bénéficier d'un appui de l'extérieur. Ce précieux message a-t-il été entendu? La TICAD IV nous aidera à y répondre.